



**Décision n° 2019-DC-0674 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 25 juin 2019
fixant à Électricité de France (EDF) des prescriptions complémentaires
applicables à la centrale nucléaire du Tricastin (INB n°s 87 et 88)
compte tenu des risques d’inondation externe à la suite d’un séisme**

L’Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l’environnement, notamment son article R. 593-38 ;

Vu le décret n° 76-594 modifié du 2 juillet 1976 autorisant la création par Électricité de France des quatre réacteurs de la centrale nucléaire du Tricastin dans le département de la Drôme ;

Vu l’arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la décision n° 2012-DC-0292 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 26 juin 2012 fixant à Électricité de France – Société Anonyme (EDF-SA) des prescriptions complémentaires applicables au site électronucléaire de Tricastin (Drôme) au vu des conclusions des évaluations complémentaires de sûreté (ECS) des INB n°s 87 et 88 ;

Vu la décision n° 2014-DC-0412 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 21 janvier 2014 fixant à Électricité de France – Société Anonyme (EDF-SA) des prescriptions complémentaires applicables au site électronucléaire de Tricastin (Drôme) au vu de l’examen du dossier présenté par l’exploitant conformément à la prescription (ECS-1) de la décision n° 2012-DC-0292 du 26 juin 2012 de l’Autorité de sûreté nucléaire ;

Vu la décision n° 2017-DC-0606 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 27 septembre 2017 prescrivant la mise à l’arrêt à titre provisoire des quatre réacteurs de la centrale nucléaire du Tricastin (INB n°s 87 et 88) exploités par Électricité de France ;

Vu la décision n° CODEP-LYO-2017-048042 du président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 4 décembre 2017 donnant accord à la société Électricité de France à redémarrer le réacteur n° 2 de la centrale nucléaire du Tricastin (INB n° 87) ;

Vu la décision n° CODEP-LYO-2017-048731 du président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 4 décembre 2017 donnant accord à la société Électricité de France à redémarrer le réacteur n° 3 de la centrale nucléaire du Tricastin (INB n° 88) ;

Vu la décision n° CODEP-LYO-2017-048718 du président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 4 décembre 2017 donnant accord à la société Électricité de France à redémarrer le réacteur n° 4 de la centrale nucléaire du Tricastin (INB n° 88) ;

Vu la décision n° CODEP-LYO-2017-053092 du président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 21 décembre 2017 donnant accord à la société Électricité de France (EDF) à redémarrer le réacteur n° 1 de la centrale nucléaire du Tricastin (INB n° 87) ;

Vu la règle fondamentale de sûreté (RFS) n° 2001-01 du 31 mai 2001 relative à la détermination du risque sismique pour la sûreté des installations nucléaires de base ;

Vu le courrier référencé CODEP-DCN-2015-043655 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 26 novembre 2015 relatif à la résistance de la digue du canal de Donzère-Mondragon au séisme noyau dur ;

Vu le courrier référencé CODEP-DCN-2018-002381 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 8 février 2018 relatif au séisme, dit de vérification, à prendre en compte pour le noyau dur des sites de Fessenheim, Tricastin et Saint-Alban ;

Vu les courriers d'EDF référencés D455618058241 du 27 juillet 2018 et D455619007027 du 4 février 2019 ;

Vu les engagements d'EDF pris par courriers référencés 4534DIR1700866-RNDS du 27 novembre 2017, H-30575707-2017-000014 indice A du 29 novembre 2017, D45341700878-RNDS du 29 novembre 2017 ;

Vu la déclaration d'événement significatif d'EDF référencée D4534/SSQ/1700608 du 18 août 2017 ;

Vu le rapport de sûreté des installations nucléaires de base de la centrale nucléaire du Tricastin mis à jour après le troisième réexamen périodique des réacteurs ;

Vu les résultats de la consultation du public réalisée sur le site Internet de l'Autorité de sûreté nucléaire du 4 avril au 18 avril 2018 ;

Vu les observations d'EDF transmises par courrier référencé D4534DIR1800321_pncl du 9 mai 2018 ;

Considérant que le rapport de sûreté susvisé postule la résistance des digues du canal de Donzère-Mondragon comme protection contre le risque d'inondation de la centrale nucléaire du Tricastin ;

Considérant qu'EDF a déclaré à l'Autorité de sûreté nucléaire, par courrier du 18 août 2017 susvisé, un défaut de résistance au séisme majoré de sécurité d'une portion de la rive droite de la digue du canal de Donzère-Mondragon ;

Considérant que, par la décision du 27 septembre 2017 susvisée, l'Autorité de sûreté nucléaire a prescrit à EDF de mettre à l'arrêt les quatre réacteurs de la centrale nucléaire du Tricastin, de compléter ses investigations géotechniques visant à caractériser plus finement la constitution de cette portion de digue et de procéder aux renforcements nécessaires pour assurer sa résistance au séisme majoré de sécurité ;

Considérant qu'EDF a réalisé les investigations complémentaires prescrites par la décision du 27 septembre 2017 susvisée et des travaux de renforcement de la digue ; qu'EDF a justifié que ces travaux permettent de garantir l'absence de brèche dans la digue et donc d'inondation de la plateforme de la centrale nucléaire du Tricastin en cas de séisme majoré de sécurité ; que l'Autorité de sûreté nucléaire a autorisé le redémarrage des réacteurs de la centrale nucléaire du Tricastin par décisions des 4 et 21 décembre 2017 susvisées ;

Considérant le programme de surveillance prévu par EDF en fonctionnement normal ainsi qu'à la suite d'un séisme, les actions qu'EDF s'est engagée à mener en fonction des niveaux piézométriques mesurés dans la digue et les moyens matériels de réparation d'urgence, pré-

positionnés à proximité de la digue par EDF, qui pourraient devoir être mis en œuvre en cas de séisme ;

Considérant qu'EDF prévoit un renforcement de la portion de digue située en rive droite entre les points kilométriques 183,35 et 183,90 afin qu'elle résiste au niveau d'aléa sismique à prendre en compte pour le noyau dur de la centrale nucléaire du Tricastin ;

Considérant que l'Autorité de sûreté nucléaire a défini dans le courrier du 8 février 2018 susvisé le niveau d'aléa sismique, dit séisme de vérification, pour lequel EDF doit vérifier la résistance du noyau dur de la centrale nucléaire du Tricastin ; qu'EDF a défini les spectres sismiques correspondants dans son courrier du 27 juillet 2018 susvisé ;

Considérant que, compte tenu des enjeux, il convient de prescrire à EDF ses engagements et de fixer les échéances de renforcement de la protection de la centrale nucléaire du Tricastin contre les inondations ;

Considérant qu'EDF doit justifier à l'Autorité de sûreté nucléaire la maîtrise dans le temps de la capacité de la digue du canal de Donzère-Mondragon à remplir la fonction que lui attribue le rapport de sûreté susvisé ;

Considérant que la digue du canal de Donzère-Mondragon est un ouvrage concédé à la Compagnie nationale du Rhône, qui en assure la gestion ; que les dispositions de la présente décision sont édictées sans préjudice des responsabilités respectives d'EDF et de la Compagnie nationale du Rhône et des réglementations applicables à cet ouvrage,

Décide :

Article 1^{er}

Au plus tard le 31 décembre 2022, EDF justifie que les travaux réalisés permettent d'écarter le risque de brèche de la digue du canal de Donzère-Mondragon, survenant en rive droite entre les points kilométriques 183,35 et 183,90 après un séisme de vérification, tel que défini par le courrier du 27 juillet 2018 susvisé.

Article 2

EDF dispose de moyens matériels et humains permettant de traiter les dégradations qui résulteraient d'un séisme sur les portions de digue concernées et sur les canalisations les traversant.

EDF justifie qu'une surveillance appropriée des portions de digue concernées est effectuée. Cette surveillance s'appuie *a minima* sur :

- une inspection visuelle bimensuelle. Cette inspection visuelle est hebdomadaire sur les zones où des désordres sont constatés ;
- une surveillance mensuelle de la piézométrie dans la digue. Elle est hebdomadaire en cas d'atteinte d'un niveau piézométrique supérieur à 55 m NGF O au niveau du point kilométrique 183,85 et journalière en cas d'atteinte d'un niveau piézométrique supérieur à 55,5 m NGF O. La périodicité est également adaptée en cas d'incident sur la digue susceptible d'affecter les niveaux piézométriques ;
- un rapport de surveillance annuel, présentant les résultats des contrôles, et leur interprétation.

EDF dispose de moyens matériels et humains permettant de prévenir l'atteinte d'un niveau piézométrique supérieur à 56 m NGF O entre les points kilométriques 183,80 et 183,90 de la rive droite de la digue du canal de Donzère-Mondragon. En cas de maintien durant une semaine d'un niveau piézométrique supérieur à 56 m NGF O au niveau du point kilométrique 183,85, EDF met les réacteurs de la centrale nucléaire du Tricastin dans l'état d'arrêt apportant les meilleures garanties en matière de sûreté nucléaire.

Les dispositions du présent article restent applicables jusqu'à ce qu'EDF ait apporté à l'ASN les justifications mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

EDF met en place une organisation permettant :

- d'assurer le maintien du bon état général des digues du canal de Donzère-Mondragon dont la résistance est postulée dans le rapport de sûreté susvisé et des canalisations traversant ces ouvrages ;
- d'assurer le maintien de la résistance au séisme de ces digues dans le temps, y compris en cas de rupture des canalisations traversant ces ouvrages.

Dans le cas où certaines opérations de surveillance et d'entretien de ces ouvrages seraient réalisées sous la responsabilité du concessionnaire du canal de Donzère-Mondragon, EDF met en place les dispositions nécessaires pour être informée de leur bonne réalisation, de leurs résultats et des éventuels incidents pouvant affecter ces ouvrages.

EDF informe, sous trois mois, l'Autorité de sûreté nucléaire de l'organisation retenue pour la surveillance et l'entretien de cette digue.

Article 4

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à EDF et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Montrouge, le 25 juin 2019.

Le collège de l'Autorité de sûreté nucléaire,

Signé par

Bernard DOROSZCZUK

Sylvie CADET-MERCIER Philippe CHAUMET-RIFFAUD Lydie EVRARD Jean-Luc LACHAUME